

DESROSIERS, JONCAS, NOURAIE, MASSICOTTE

Regroupement d'avocats

PAR COURRIEL : [REDACTED]

Montréal, le 22 avril 2015

500, Place d'Armes
Bureau 1940
Montréal (Québec)
H2Y 2W2

Tél. : (514) 397-9284
Fax : (514) 397-9922

Me Christian Desrosiers

Me Lucie Joncas

Me Michel Massicotte

Me Lida Sara Nouraie

Me Nicholas St-Jacques

Me Michel Marchand

Le Groupe Nouraie Inc.

Consultant Michel Massicotte Inc.

M^e Sonia Lebel, procureure en chef

Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion
des contrats publics dans l'industrie de la construction
600, rue Fullum, sous-sol secteur 0570
Montréal (Québec) H2K 3L6

Objet : Monsieur Bernard Poulin

Chère consœur,

Le 2 avril dernier, vous faisiez parvenir à mon client, Bernard Poulin, un préavis en vertu de l'article 82 des *Règles de procédures de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*. Cet avis m'a été transmis pour étude et commentaires.

Deux remarques liminaires s'imposent en regard du préavis adressé à monsieur Poulin. Dans un premier temps, jamais la Commission n'a estimé qu'il était approprié d'assigner ce dernier, si tant est qu'elle avait quelque chose à lui reprocher. D'autre part, il a été amplement démontré que le groupe SM inc. dont mon client est président n'a jamais eu de contrat à titre de mandataire dans le programme d'infrastructures de la Ville de Montréal de 1999 à 2009. Qui plus est, jamais SM inc. n'a-t-elle été qualifiée techniquement au niveau des offres de service durant ces années. Tout au plus, l'entreprise a-t-elle obtenu quelques contrats de sous-traitance, au sein de consortiums dont elle n'était pas l'entreprise de contrôle.


Fort de ce qui précède, monsieur Bernard Poulin, tant à titre personnel qu'en sa qualité de représentant de SM inc., nie avoir participé à tout système de collusion auquel il est fait référence dans les trois allégués contenus au préavis joint aux présentes.

Qui plus est, et sans restreindre la généralité de ce qui précède, il importe que vous sachiez que l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) a parallèlement à l'enquête de la CEIC, par l'intermédiaire du syndic adjoint, Alain Ouellette, tenu une enquête sur la conduite de mon client en regard d'actes dérogatoires identiques à ceux que vous lui reprochez dans l'exercice de ses

activités professionnelles et qu'il fut décidé de fermer le dossier sans qu'aucune plainte ne soit déposée au Conseil de discipline de l'Ordre.

Conséquemment, outre le fait de nier de façon catégorique les allégations mentionnées dans le préavis lui ayant été envoyé, monsieur Poulin n'a pas l'intention de commenter d'avantage celles-ci ni de se faire entendre sur la question.

Veillez agréer, chère consœur, l'expression de mes sentiments distingués.



Michel Massicotte, avocat
michel@masavocat.com

MM/co

p.j.